



01 Tendances migratoires	1
02 Contrôle et gestion des frontières	2
03 Accueil, protection, intégration	5
04 Contexte socio-politique - faits marquant	6
05 L'actualité du RAEMH et du réseau Caritas	8



Les fils d'actualité mensuels du RAEMH recueillent une sélection d'informations sur certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau. Ils n'ont pas vocation à refléter de manière exhaustive l'actualité sur les mobilités internationales.

01 | Tendances migratoires

Mouvements transnationaux

Maroc/Espagne: Entre le 10 et le 12 février au matin, 57 jeunes marocaines ont traversé à la nage, dans une mer déchainée, les quelques centaines de mètres qui séparent le Maroc de Ceuta (des images vidéos sont disponibles [ici](#)). Depuis le début de l'année, 144 enfants ont atteint Ceuta à la nage, environ 230 y sont hébergés. Les autorités locales, dépassées, réclament une accélération des mécanismes de répartition de ces enfants sur le reste du territoire espagnol.

Canaries: entre janvier et février 2024, selon le ministère de l'intérieur espagnol, plus de 14.000 personnes sont entrées de façon irrégulière sur le territoire par voie terrestre et maritime, soit 353,6% en plus qu'en 2023 sur la même période. Cette hausse est essentiellement observée aux Canaries: en 2023, 1.865 personnes avaient atteint l'archipel (42 embarcations); en 2024, ce sont 11.932 personnes (181 embarcations). Fait nouveau: les départs depuis la Mauritanie, qui auraient représenté plus de 80% des départs au mois de janvier.



Rapport du Mixed Migration Center (MMC) sur la situation des personnes en mobilité en Tunisie: "Ville d'accueil et de transit, Moyens de subsistance et situation des personnes migrantes et réfugiées à Sousse, en Tunisie".

Route Conakry-Nicaragua: sur les traces de leurs voisins sénégalais qui empruntent déjà cette route depuis longtemps, les Guinéens, n tous profils confondus (hommes, femmes, jeunes voire enfants) tentent désormais d'atteindre les Etats Unis après un long périple passant par le Sénégal-Turquie-Colombie-Salvador-Nicaragua-Mexique. Les réseaux de passeurs sont au cœur de la gestion des voyages, dont le prix a augmenté de façon exponentielle. Une fois au Nicaragua, le parcours reste long et aléatoire (par la route), sans parler des arnaques qui peuvent survenir à toutes les étapes.

02 | Contrôle et gestion des frontières

Coopération & gouvernance

Mauritanie/UE/Espagne: [Le chef du gouvernement espagnol et la présidente de la commission européennes se sont rendus en Mauritanie](#) pour évoquer leur collaboration sur le dossier migratoire. Avec l'Espagne, une renégociation des accords signés en 2022 est en cours. Le partenariat actuel inclut des moyens humains, aériens, navals et terrestres pour surveiller les plages mauritaniennes, ainsi que des formations dispensées aux garde-côtes. Aussi, Pedro Sanchez a annoncé, dans différents projets, des aides, des investissements et surtout des prêts, notamment pour multiplier la puissance de la Mauritanie en hydrogène vert. Pour sa part, [l'UE a octroyé à la Mauritanie une enveloppe de 210 millions d'euros](#), destinée à réduire le nombre de personnes transitant par son territoire en direction des îles Canaries. Cet argent servira également à divers projets énergétiques et d'infrastructures ou encore à un grand « data center ». 40 millions seront destinés à renforcer la sécurité et surtout à contrôler la frontière avec le Mali. Des accords de cette nature avaient déjà été signés avec la Turquie, la Libye et plus récemment la Tunisie.

Turquie/Italie: Visite de la [Première ministre italienne à Istanbul](#) pour discuter d'un accord futur entre les deux pays, visant à réduire l'arrivée de personnes en provenance de Libye.

UE/Egypte: [nouvel appui financier par l'UE de 87 millions d'euros dans le cadre d'un projet de gestion des migrations lancé en 2022](#), mis en œuvre par l'OIM et l'opérateur de coopération technique du ministère français de l'Intérieur Civipol. L'argent versé en 2024 sera consacré au

renforcement de la capacité opérationnelle de la marine égyptienne et des gardes-frontières pour la surveillance des frontières ainsi que pour les opérations de recherche et de sauvetage en mer. Pour autant, d'après l'Agence de l'UE pour l'asile (AUEA), il n'y a pratiquement pas eu de départs irréguliers depuis les côtes égyptiennes depuis 2016, la plupart des départs ayant été faits depuis la Libye.

Budget de l'UE: Le Conseil européen a finalement [revu à la baisse le cadre financier pluriannuel 2021-2027 de l'UE](#), entraînant notamment des réductions et des réallocations de ressources en faveur du contrôle des frontières, principalement au détriment du financement du développement et de la cohésion. La révision prévoit moins de fonds pour l'aide aux réfugiés dans les pays tiers et une concentration accrue sur le voisinage méridional et les Balkans occidentaux pour stimuler les expulsions et dissuader les départs.

UE/RU: [nouvel accord de coopération entre l'UE \(Frontex\) et le Royaume-Uni](#), largement [dénoncé par les organisations de la société civile](#).



Surveillance, refoulements

Frontex: Dans une [enquête](#) lancée par la médiatrice européenne à la suite du naufrage de l'Adriana (Grèce) en juin 2023, provoquant la noyade de plus de 600 personnes, l'agence européenne est une nouvelle fois pointée du doigt. La médiatrice souligne que les règles de Frontex actuellement en vigueur la placent dans l'incapacité de remplir pleinement ses obligations en matière de droits fondamentaux et la rendent trop dépendante des États membres pour intervenir lorsque des embarcations sont en détresse.

A cela vient s'ajouter une récente enquête du média allemand Der Spiegel, qui met en évidence [la coopération de Frontex avec les garde-côtes libyens dans les captures et les retours forcés de migrants vers la Libye](#). Elle souligne notamment le partage systématique des localisations des canots en détresse aux garde côtes libyens. Pour rappel, ce soutien de Frontex aux Libyens n'est pas illégal, l'UE et Tripoli sont liés par un partenariat stratégique et financier en mer Méditerranée depuis de nombreuses années. Mais cet accord est largement décrié par les ONG, notamment en raison du comportement jugé "dangereux" des militaires libyens en mer. De plus, en vertu du droit maritime international, Frontex doit normalement s'assurer que les opérations de sauvetage en mer ramènent les migrants secourus dans des lieux sûrs. Or, la Libye n'est pas un lieu sûr...

Enfin, l'ancien patron de Frontex [Fabrice Leggeri a annoncé son ralliement au Rassemblement national](#), parti d'extrême droite français, en vue des prochaines élections européennes. Leggeri lorsqu'il était en fonction, avait été accusé d'avoir fermé les yeux sur les refoulements de migrants en mer Égée.

Réforme du code Schengen: depuis 2015, invoquant la pression migratoire, la menace terroriste puis la pandémie Covid-19, de nombreux pays membres de l'espace Schengen ont réintroduit des contrôles d'identité à leurs frontières. Ils sont actuellement plus de la moitié à le faire. Une [actualisation du code Schengen est donc devenue nécessaire](#). Désormais, les patrouilles de police pourront effectuer des contrôles de documents "aléatoires" à proximité des frontières intérieures de l'UE dans le but d'appréhender les personnes dépourvues de documents de voyage ou de séjour valides. Des [recherches ont déjà montré que la police a tendance à arrêter les gens pour des contrôles basés sur des caractéristiques](#) raciales, ethniques ou religieuses. [L'accord légaliserait également les "refoulements internes"](#), qui consistent à arrêter des personnes sans document valable près d'une frontière intérieure et à les transférer vers l'État membre d'où la police pense que la personne est originaire, sans procéder à une évaluation individuelle.

UE/enfance: Des documents confidentiels révèlent comment [plusieurs pays européens, dont la France, ont exercé des pressions pour étendre les procédures frontalières à tous les enfants](#) dans le cadre du nouveau pacte européen sur les migrations. Aujourd'hui, les mineurs non accompagnés ne peuvent pas être légalement placés en détention – [même si cette pratique](#) est alarmante et courante. Les nouvelles



Rapport de Amnesty International ["Défense des droits des personnes migrantes et réfugiées à l'ère du numérique"](#) qui alerte sur l'impact de l'usage exponentiel des nouvelles technologies sur la protection des personnes en mobilité. Le rapport englobe plusieurs domaines : externalisation des frontières, collecte et surveillance de données biométriques, prise de décision algorithmique, ainsi que les alternatives à la détention; et souligne les risques de perpétuer et de renforcer la discrimination, le racisme et la surveillance disproportionnée et illégale des personnes racisées. Le rapport souligne aussi que l'expansion des infrastructures de surveillance entraîne un déplacement des itinéraires des migrants vers des zones plus reculées et plus dangereuses.



Selon un [rapport du Groupe d'experts du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains \(Greta\)](#), entre 2 100 et 3 800 personnes sont identifiées chaque année en Italie comme victimes potentielles de la traite, très souvent des personnes en situation irrégulière. Les auteurs du rapport estiment aussi que "les mesures restrictives adoptées par l'Italie en matière d'immigration favorisent un climat de criminalisation des migrants". Résultat : de nombreuses victimes potentielles de la traite ne se signalent pas aux autorités par crainte "d'être privées de liberté et expulsées" et les chiffres sont donc largement sous estimés. Le Nigeria reste le pays principal d'où sont originaires la plupart des victimes reconnues (68,4%), suivi de la Côte d'Ivoire (3,5%), du Pakistan (3%), du Bangladesh (2,9%) et du Maroc (2,2%). L'exploitation sexuelle reste la forme prédominante d'exploitation des victimes détectées (84% en 2018, diminuant à 59 % en 2022), suivi de l'exploitation par le travail (10 % en 2018, augmentant à 38 % en 2022). La mendicité forcée, la servitude domestique, le mariage forcé et la criminalité forcée représentent chacun 1 à 2% des victimes.

dispositions stipulent que s'ils représentent un « danger pour la sécurité nationale », ces enfants pourraient être détenus dans les installations frontalières pendant trois mois maximum. De plus, si un enfant est soupçonné d'avoir fourni des « informations trompeuses », qu'il vient d'un « pays sûr » ou que la proportion de personnes ayant obtenu l'asile est de 20 % ou moins, sa demande d'asile pourrait désormais être accélérée. L'accord inclut également l'exclusion des frères et sœurs du cadre « famille », qui ne couvre désormais que les parents et les enfants. Concrètement : si un enfant arrive en Europe, par exemple avec un oncle, il ne pourra désormais plus rejoindre ses frères et sœurs déjà résidents de l'UE. Dans un courrier officiel, le [rapporteur spécial de l'ONU sur les migrations](#) a exprimé que l'accord était contraire à la convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant

Sénégal/Espagne: arrestation par la police espagnole de [12 passeurs membres d'un réseau international qui permettait à des Sénégalais de rejoindre des pays européens](#). Tous transitaient par l'aéroport de Casablanca puis de Madrid (à destination théoriquement d'un pays sud-américain ne demandant pas de visa), s'y déclarant demandeurs d'asile. Compte tenu de la grave situation de surpopulation et des conditions indignes dans lesquelles des centaines de demandeurs d'asile se trouvent depuis des mois à l'aéroport de Madrid, entre autres mesures, [le gouvernement espagnol a imposé un visa de transit aéroportuaire aux personnes en provenance du Kenya et du Sénégal](#). Cette nouvelle exigence inquiète les OSC qui redoutent de nouvelles barrières à la protection internationale.

Italie: condamnation d'un capitaine d'un navire commercial [à un an de prison pour avoir débarqué en Libye](#), sans en avoir informé Rome, une centaine de personnes qu'il venait de secourir en Méditerranée.

Accusation de trafic: De plus en plus de cas de personnes migrantes accusées de trafic sont médiatisées. Ainsi, accusé d'être responsable de la mort de 4 personnes lors d'une tragique traversée de la Manche en décembre 2022, [un ressortissant sénégalais a écopé de 9 ans de prison par la justice britannique](#). Il se défend d'être un passeur et affirme que les trafiquants l'avaient obligé à conduire le canot sous peine de le tuer. Le monsieur est soutenu par le [réseau "Captain support"](#) qui soutient les personnes arrêtées pour « facilitation de l'immigration clandestine » et les mets en lien avec des réseaux de soutien locaux et des avocats. En Italie, un migrant sénégalais de 32 ans reconnu coupable de trafic de migrants et d'avoir causé la mort, a [purgé une peine de 8 ans de prison, mais continue de clamer son innocence](#). Il souhaite revenir sur sa condamnation, avec l'aide d'une association. Tout récemment, [3 jeunes Érythréens ont été placés en garde à vue en France](#) suite à un naufrage causant la mort de 3 personnes dans la Manche.

Maroc: dans la nuit du 19 février, nouveau [démantèlement dramatique du campement informel de la gare de Ouled Ziane à Casablanca](#), où sont installées de façon très précaire de nombreuses personnes originaires d'Afrique subsaharienne, en situation de transit au Maroc. Un cadavre a été retrouvé au milieu des décombres, tous les résidents ont ensuite été expulsés vers le sud et l'est du pays, selon l'Association marocaine des droits humains (AMDH).

RU/TikTok: Alors que les passeurs utilisent Tik Tok pour promouvoir leur activité auprès des migrants, le gouvernement s'apprêterait à [sponsoriser des influenceurs pour diffuser des messages dissuasifs](#) concernant la migration vers le Royaume-Uni.

Disparitions, sauvetages

Tunisie: selon le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES), un [nombre record de 1.313 personnes seraient mortes ou portées disparues au large des côtes tunisiennes en 2023](#), soit environ 75% du nombre de morts ou de disparus au large des côtes italiennes, libyennes et maltaises. La Tunisie a remplacé la Libye comme principal point de départ en Afrique du Nord.

Naufrages.: [Au large de Sfax](#), début février, au moins 13 personnes sont mortes dans le naufrage de leur embarcation. Les victimes étaient soudanaises et possédaient des cartes de demandeurs d'asile. Fin février, [plus de vingt corps ont été récupérés sur une plage dans la région de Saint-Louis](#), au Sénégal, après le naufrage d'une pirogue. Selon les témoignages des rescapés, près de 300 personnes étaient à bord, seule une vingtaine ont été secourues. Au même moment, les corps de [huit personnes, parties de la région de Nador, au nord du pays, ont été retrouvés](#).

Sauvetages : Selon SOS Humanity, [en 2023, les navires de secours en Méditerranée ont perdu 374 jours à effectuer des longs trajets](#) pour rejoindre des ports de débarquement italiens au lieu de rester en mer pour porter assistance aux canots en détresse. En cause, les obstacles que le gouvernement italien leur impose, déplorent les ONG.

Enfermement / détention / transit

Italie: [le suicide d'un jeune guinéen de 22 ans dans un centre de séjour pour étrangers \(CPR\)](#) à Rome a relancé le débat sur les conditions de rétention de ces personnes en attente d'être expulsées. « *Les personnes détenues disent ne pas avoir eu de plat chaud depuis des semaines. Il n'y a pas d'eau chaude, pas de literie correcte, un état de saleté généralisé. Les détenus qui ne sont pas révoltés sont comateux à cause des psychotropes qui leur sont administrés pour les rendre inoffensifs.* » dixit Riccardo Magi, eurodéputé et secrétaire général du parti de centre-gauche +Europa, qui a pu visiter le centre. La mort du jeune homme a déclenché les protestations d'autres détenus qui ont mis feu à leurs matelas et se sont confrontés aux forces de l'ordre. Si l'efficacité des CPR est contestée par l'opposition, le gouvernement de Giorgia Meloni insiste sur son objectif d'ériger un de ces centres de rétention dans chacune des vingt régions italiennes.



Un [rapport publié par le Comité européen pour la prévention de la torture](#) alerte sur la détention illimitée au Royaume-Uni de personnes en attente de leur expulsion - et s'alarme des conséquences sur leur santé mentale. Certains étrangers ont ainsi passé plusieurs années en centre de rétention, alors même que leur renvoi dans leur pays d'origine était impossible.

Expulsions / retours / relocalisations

Tunisie/Italie: Le Conseil d'État a accepté la demande présentée par une association italienne [jetant le soupçon sur le fait que les rapatriements depuis l'Italie vers la Tunisie, financés par le gouvernement, pourraient cacher des expulsions](#). En l'absence d'une enquête adéquate et sans demander les garanties prévues par la législation italienne pour les rapatriements volontaires, la juridiction s'interroge aussi sur l'impact que cela pourrait avoir sur le principe de non refoulement. Par mesure de précaution, le financement de ces retours, supervisés par l'OIM, a été suspendu.

03 | Accueil, protection, intégration

Asile, Séjour

Protection des femmes: Pour la première fois, dans un [arrêt du 16 janvier 2024](#), la Cour de justice de l'UE a [reconnu les "violences de genre" comme un motif de protection internationale](#). Concrètement, cela implique que ces femmes peuvent prétendre à l'octroi du statut de réfugié, même en l'absence d'une persécution plus spécifique. En revanche, la [nouvelle directive européenne sur la violence à l'égard des femmes](#) ne protège pas les femmes en situation irrégulière de

l'application des lois sur l'immigration si elles signalent des violences et des abus à la police. Ainsi, l'accord supprimerait la garantie qu'aucune donnée personnelle sur les victimes d'abus, y compris le statut de résidence, ne serait partagée par la police avec les autorités de l'immigration. Cette disposition aurait protégé les femmes sans papiers contre le risque d'être détenues et expulsées après avoir dénoncé des abus.

Gambie/Espagne: Un rapport de police en Espagne sème le [doute sur l'authenticité de passeports présentés par des mineurs gambiens](#). Si ces documents nécessiteraient une analyse individuelle, dans la pratique, une suspicion généralisée s'applique et la majorité est finalement considérée comme adulte, et traitée comme tel. Très récemment, le cas d'un jeune Gambien a été signalé au [Comité des droits de l'enfant des Nations Unies](#): le parquet pour mineurs de Madrid avait étudié le dossier, qui comprenait un passeport obtenu en Gambie avant de partir, un certificat d'authenticité de l'ambassade et un rapport de police affirmant qu'il n'y avait aucune trace de contrefaçon. Face

au refus du garçon et de son avocat de se soumettre à des tests de détermination d'âge, très contestés pour leur fiabilité, le procureur a finalement décrété qu'il était majeur. Immédiatement après, l'enfant a dû quitter le centre pour mineurs et a été abandonné dans la rue. Certains de ces enfants se retrouvent dans des situations aberrantes: considérés comme majeurs par les autorités, et donc non admissibles dans les centres pour mineurs, lorsque ceux-ci s'adressent aux services sociaux qui s'occupent des sans-abri, ils ne sont pas admis parce que leurs papiers indiquent qu'ils sont mineurs.

Accueil, protection

Ukraine/Pays-Bas: [Des étudiants originaires d'Afrique subsaharienne qui avaient fui la guerre en Ukraine et avaient obtenu un séjour de deux ans dans l'UE, sont désormais sommés de quitter l'Europe](#), un an plus tôt que prévu. Une action

collective a été intentée contre le gouvernement néerlandais, pour obtenir une autorisation de rester pendant le temps imparti. Le Conseil d'État, la plus haute juridiction administrative des Pays-Bas, a accepté.

04 | Contexte socio-politique - faits marquants

Afrique

Union Africaine: lors de sa 37ème session ordinaire, l'Union Africaine a nommé le mauritanien [Mohamed Ould Ghazouani nouveau président de l'organisation](#). Percutée par les crises qui secouent et divisent le continent (sécurité au Sahel, crise au sein de la

Cédéao, tensions de voisinage Maroc/Algérie, Rwanda/RDC, Somalie/Ethiopie, Soudan, etc.), [l'UA peine à parler d'une seule voix](#). Les représentants des juntes militaires du Sahel n'ont pas assisté à la rencontre.

Afrique du Nord

Algérie / Espagne: une [visite du ministre des affaires étrangères espagnol, qui devait confirmer le réchauffement des relations entre les deux pays, a été annulée au dernier moment](#). La position de l'Espagne sur le dossier du Sahara occidental reste problématique, même si elle a

été nuancée dans des propos récents de Pedro Sanchez. De juin 2022 à décembre 2023, une crise diplomatique a eu cours entre les deux pays, avec des conséquences économiques significatives pour les entreprises espagnoles.

Afrique de l'Ouest

Cédéao: après l'annonce du retrait du Niger, du Burkina Faso et du Mali, la Cédéao a finalement décidé de [lever l'essentiel des sanctions imposées contre Bamako, Conakry et Niamey](#). Aucune des contreparties qui avaient été posées

par la Cédéao à ces 3 pays n'a été accomplie (libération du Président Bazoum pour le Niger, respect du calendrier allant vers la transition démocratique en Guinée et au Mali).

Alliance des Etats du Sahel: dans le cadre de l'Alliance des Etats du Sahel, le Niger, le Burkina Faso et le Mali évoquent la [création d'une nouvelle monnaie commune](#), pour sortir du franc CFA.

Burkina Faso: fin février, [170 personnes ont été exécutées](#) en un seul jour lors d'attaques de trois différents villages dans le nord du pays. Le même jour, des attaques [contre une mosquée](#) dans l'est et [une église](#) dans un village du nord, ont également fait des dizaines de morts.

Mali: les [relations diplomatiques entre la Russie et le Mali ne cessent de se resserrer](#). Lors d'une rencontre des ministres des affaires étrangères des 2 pays à Moscou, Bamako a salué des « *avancées considérables* » dans le domaine de la sécurité pour son pays, réalisées selon lui grâce à l'aide de la Russie.

Niger: Des compagnies aériennes desservant Niamey ont décidé de [ne plus embarquer de passagers français](#) vers cette destination, dont plusieurs ont récemment été refoulés à leur arrivée.

Côte d'Ivoire: la [Coupe d'Afrique des Nations de football \(CAN\)](#) a finalement couronné la Côte d'Ivoire, vainqueur en finale contre le Nigeria. A Abidjan, le [quartier populaire de Yopougon situé au nord de la capitale, fait l'objet d'opérations de "déguerpissement"](#) pour expulser les personnes résidant sur des sites exposés aux glissements de terrain (quatorze riverains morts en 2023 dans des inondations). Sans solution de relogement, des milliers d'habitants dénoncent cette politique d'assainissement brutale. En dépit des protestations, ces opérations vont se multiplier, car elles s'inscrivent dans une volonté politique au long cours de modernisation d'Abidjan, mégapole surpeuplée dont la démographie augmente de près de 4 % par an.

Ghana: adoption à l'unanimité du Parlement d'un des [projets de loi les plus homophobes du continent africain](#), exposant à une peine allant jusqu'à trois ans de prison toute personne s'identifiant comme LGBT +, cinq ans de prison pour « *la promotion, le parrainage ou le soutien délibérés d'activités LGBT +* », et jusqu'à dix ans pour les « *campagnes LGBT + à destination des enfants* ». La délation est expressément encouragée. [Amnesty International](#) a récemment documenté la discrimination grandissante à l'égard des personnes LGTBI+ dans plusieurs pays d'Afrique.

Guinée: instabilité dans le pays après la [dissolution du gouvernement le 19 février](#). Le 26 février, un appel à la grève générale a été lancé par les centrales syndicales des secteurs public, privé et informel, réclamant une baisse des prix des denrées de première nécessité, la fin de la « censure médiatique » ainsi que la [libération d'un syndicaliste de presse](#). Depuis 3 mois, les [fortes restrictions d'accès à Internet](#), qui avaient été imposées en raison d'un « *problème* » de sécurité, ont été levées, mais des utilisateurs se plaignent d'une connexion toujours ralentie. La grève, très suivie les premiers jours, a finalement été [suspendue avec la libération de Sékou Jamal Pendessa](#), secrétaire général du Syndicat des professionnels de la presse, ouvrant un cycle de négociations. Dans la foulée, un nouveau premier ministre a été nommé.

Nigeria: la [brutale hausse du prix des denrées alimentaires](#) suscite un fort mécontentement de la population (inflation de presque 30% en décembre dernier). De nombreux Nigériens ont dû renoncer à des aliments tels que la viande, les œufs, le lait et les pommes de terre. [Dans le nord du pays, les personnes se rabattent sur le riz que les meuniers rejettent](#) normalement après transformation ou vendent aux agriculteurs pour nourrir leurs poissons. Depuis son arrivée au pouvoir, le président Bola Ahmed Tinubu a mis fin à la subvention des carburants et au contrôle des devises, ce qui a entraîné un triplement des prix de l'essence et une hausse du coût de la vie, le naira perdant fortement de sa valeur par rapport au dollar. De multiples facteurs sont aussi intervenus: fermeture des frontières avec le Niger (pourvoyeur de millet et de niébé), [forte insécurité dans plusieurs régions du pays menant au déplacement des agriculteurs](#), inondations dévastatrices, spéculation sur les stocks de céréales...

Sénégal: nombreux rebondissements dans la préparation des élections présidentielles au Sénégal, qui devaient initialement avoir lieu le 25 février. Au début du mois, le Président Macky Sall, malgré une forte opposition, avait annoncé un [report du scrutin d'ici décembre](#). Les réactions à ce report ont été multiples, à l'interne mais aussi parmi la communauté internationale. La dernière mise à jour a finalement abouti à la date du 24 mars. En parallèle, afin de « *raffermir la cohésion nationale* », le chef de l'Etat a annoncé la [prochaine promulgation d'une loi d'amnistie](#), qui porterait sur les faits liés aux manifestations politiques survenues dans le pays entre 2021 et 2024, la loi permettrait la libération de plusieurs opposants au régime actuel.

Afrique centrale

Tchad: quelques mois avant un nouveau scrutin pour l'élection présidentielle, prévu en octobre prochain, [mort de Yaya Dillo](#), opposant à la tête du Parti socialiste sans frontières, lors de l'assaut des militaires au siège de son mouvement. Le président de la transition au [Tchad](#), Mahamat Idriss Déby, fils de feu Idriss Déby Itno, se place en bonne position pour rester au pouvoir.

Afrique australe

RDC: la [crise humanitaire s'étend dans le pays](#), le gouvernement congolais et les Nations Unies ont officiellement lancé un Plan pour mobiliser les ressources internationales qui permettront d'assister les 8,7 millions de Congolais « *dont la survie dépend largement de l'aide d'urgence* ». Le pays fait face à une multitude de difficultés: [l'insécurité dans l'Est](#) et les confrontations entre l'armée et les rebelles du M23 qui prennent en étau la population; de graves inondations cette année qui ont détérioré les conditions de vie de nombreux habitants, et qui ont fait le lit d'une flambée des cas de rougeole, le tout aggravé par un épisode de choléra exceptionnel; et enfin l'arrivée de nombreuses personnes réfugiées venant de Centrafrique, du Soudan du Sud ou

d'Ouganda. Ces multiples crises ont abouti à ce que plus d'un quart des Congolais ne parviennent plus à manger à leur faim. Face à la gravité de la situation, les Nations unies et les grandes ONG déplorent « *l'oubli* » de la communauté internationale. En 2023, seulement 40 % des besoins d'aide d'urgence ont été couverts. [L'équipe nationale de football avait d'ailleurs dénoncé cette situation](#) par un acte fort durant l'hymne congolais avant le coup d'envoi de la demi-finale de la CAN, le 7 février, en se bâillonnant la bouche de la main et en pointant comme une arme deux doigts sur la tempe. Les joueurs arboraient également un brassard noir en signe de deuil.

Mobilités et environnement



[Rapport de l'organisation Euromed droits](#) sur l'impact du changement climatique, des catastrophes naturelles sur les mobilités humaines dans la région méditerranéenne.

05 | L'actualité du RAEMH et du réseau Caritas

Du nouveau sur notre page internet ! Une [capsule vidéo](#) sur la situation des personnes déplacées au Niger, racontée par la CADEV

Et la **participation de plusieurs membres du RAEMH à un webinaire** organisé par es entités de l'Église de Barcelone qui travaillent avec et pour la population migrante sur le thème "[Libre d'émigrer ou de rester : points de vue du Maroc, du Mexique et du Sénégal](#)".